

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag van de inwerkingtreding van het decreet houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

Brussel, 18 februari 1993.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

F. 93 — 634

[S-C — 29109]

**18 FEVRIER 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
relatif aux commissions paritaires dans l'enseignement libre non confessionnel**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, notamment les articles 91 et 93;

Vu la consultation des groupements les plus représentatifs des pouvoirs organisateurs et des groupements du personnel de l'enseignement subventionné libre affiliés à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 février 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de rendre le présent arrêté applicable au moment de l'entrée en vigueur du décret fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif du 1er février 1993,

Arrête :

Article 1er. Il est institué une Commission Paritaire Centrale de l'enseignement libre non confessionnel, ci-après dénommée « la Commission Paritaire Centrale ».

La Commission Paritaire Centrale a pour mission :

- 1° de délibérer sur les conditions générales de travail dans l'enseignement libre non confessionnel;
- 2° de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant du présent décret;
- 3° d'établir des règles complémentaires aux dispositions statutaires du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné;
- 4° de suivre l'évolution du droit social et d'y adopter les règles complémentaires.

Art. 2. Il est institué une Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre non confessionnel ci-après dénommée « La Commission Paritaire de l'Enseignement Fondamental ».

La Commission paritaire de l'enseignement fondamental a pour mission :

- 1° de délibérer les conditions générales de travail spécifiques à l'enseignement fondamental libre non confessionnel;
- 2° de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant de l'enseignement fondamental libre non confessionnel;
- 3° d'établir des règles complémentaires aux dispositions statutaires du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, spécifiques à l'enseignement fondamental libre non confessionnel.

Art. 3. Il est institué une Commission paritaire de l'enseignement secondaire libre non confessionnel, ci-après dénommée « La Commission Paritaire de l'Enseignement Secondaire ».

La Commission paritaire de l'enseignement secondaire a pour mission :

- 1° de délibérer sur les conditions générales de travail spécifiques à l'enseignement secondaire libre non confessionnel;
- 2° de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant de l'enseignement secondaire libre non confessionnel;
- 3° d'établir des règles complémentaires aux dispositions statutaires du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, spécifiques à l'enseignement secondaire libre non confessionnel.

Art. 4. Il est institué une Commission paritaire de l'enseignement supérieur libre non confessionnel ci-après dénommée « La Commission Paritaire de l'Enseignement Supérieur ».

La Commission paritaire de l'Enseignement supérieur a pour mission :

- 1° de délibérer sur les conditions générales de travail spécifiques à l'enseignement supérieur libre non confessionnel;
- 2° de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant de l'enseignement supérieur libre non confessionnel;
- 3° d'établir des règles complémentaires aux dispositions statutaires du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, spécifiques à l'enseignement supérieur libre non confessionnel.

Art. 5. Il est institué une Commission paritaire de l'enseignement de promotion sociale libre non confessionnel, ci-après dénommée « La Commission Paritaire de l'Enseignement de Promotion sociale ».

La Commission paritaire de l'enseignement de promotion sociale a pour mission :

1° de délibérer sur les conditions générales de travail spécifiques à l'enseignement de promotion sociale libre non confessionnel;

2° de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant de l'enseignement de promotion sociale libre non confessionnel;

3° d'établir des règles complémentaires aux dispositions statutaires du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, spécifiques à l'enseignement de promotion sociale libre non confessionnel.

Art. 6. Chaque Commission paritaire est constitué(e) comme suit :

1° six membres effectifs et six membres suppléants représentant les pouvoirs organisateurs dans l'enseignement libre non confessionnel;

2° six membres effectifs et six membres suppléants représentant les organisations représentatives des membres du personnel dans l'enseignement libre non confessionnel, affiliées à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail;

3° un président et un vice-président;

4° un référendaire;

5° un secrétaire et un secrétaire adjoint.

Art. 7. Les membres sont nommés pour une durée de cinq années.

Le mandat des membres prend fin :

1° en cas de démission;

2° lorsque l'organisation qui a présenté le membre concerné demande son remplacement;

3° en cas de décès.

Tout membre quittant une commission paritaire est remplacé dans les trois mois qui suivent. Il achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 8. Il est alloué au Président de chaque Commission paritaire une indemnité forfaitaire de 2 000 francs par réunion à laquelle il assiste ainsi que le remboursement des frais de déplacement équivalents à un titre de transport par chemin de fer en première classe.

Il est alloué aux membres de chaque Commission paritaire le remboursement des frais de déplacement équivalents à un titre de transport par chemin de fer en première classe.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour d'entrée en vigueur du décret fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

Bruxelles, le 18 février 1993.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

VERTALING

N. 93 — 634

18 FEBRUARI 1993. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de paritaire commissies in het niet-confessioneel vrij onderwijs

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, inzonderheid de artikelen 91 en 93;

Gelet op de raadpleging van de meest representatieve groeperingen van inrichtende machten en van de groeperingen van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs, aangesloten bij een in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde vakvereniging;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 5 februari 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dit besluit toepasselijk moet zijn van bij de inwerkingtreding van het decreet houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 1 februari 1993,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt een centrale paritaire commissie voor het vrij confessioneel onderwijs ingesteld, hierna « de centrale paritaire commissie » genoemd.

De centrale paritaire commissie heeft als opdracht :

1° te beraadslagen over de algemene werkvoorwaarden in het vrij niet-confessioneel onderwijs;

2° elk geschil te voorkomen of bij te leggen dat zou kunnen rijzen of gerezen is tussen de inrichtende machten en de personeelsleden die onder voormeld decreet ressorteren;

3° aanvullende regels vast te leggen buiten de statutaire bepalingen van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

4° de evolutie van het sociaal recht te volgen en de aanvullende regels daaraan aan te passen.

Art. 2. Er wordt een paritaire commissie voor het niet-confessioneel vrij basisonderwijs ingesteld, hierna « paritaire commissie voor het basisonderwijs » genoemd.

De paritaire commissie voor het basisonderwijs heeft als opdracht :

- 1° te beraadslagen over de algemene werkvoorwaarden in het vrij niet-confessioneel basisonderwijs;
- 2° elk geschil te voorkomen of bij te leggen dat zou kunnen rijzen of gerezen is tussen de inrichtende machten en de personeelsleden van het vrij niet-confessioneel basisonderwijs;
- 3° aanvullende regels vast te leggen buiten de statutaire bepalingen van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, specifiek voor het niet-confessioneel vrij basisonderwijs.

Art. 3. Er wordt een paritaire commissie voor het vrij niet-confessioneel secundair onderwijs ingesteld, hierna « paritaire commissie voor het secundair onderwijs » genoemd.

De paritaire commissie voor het secundair onderwijs heeft als opdracht :

- 1° te beraadslagen over de algemene werkvoorwaarden in het vrij niet-confessioneel secundair onderwijs;
- 2° elk geschil te voorkomen of bij te leggen dat zou kunnen rijzen of gerezen is tussen de inrichtende machten en de personeelsleden van het vrij niet-confessioneel secundair onderwijs;
- 3° aanvullende regels vast te leggen buiten de statutaire bepalingen van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, specifiek voor het niet-confessioneel vrij secundair onderwijs.

Art. 4. Er wordt een paritaire commissie voor het vrij niet-confessioneel hoger onderwijs ingesteld, hierna « paritaire commissie voor het hoger onderwijs » genoemd.

De paritaire commissie voor het hoger onderwijs heeft als opdracht :

- 1° te beraadslagen over de algemene werkvoorwaarden in het vrij niet-confessioneel hoger onderwijs;
- 2° elk geschil te voorkomen of bij te leggen dat zou kunnen rijzen of gerezen is tussen de inrichtende machten en de personeelsleden van het vrij niet-confessioneel hoger onderwijs;
- 3° aanvullende regels vast te leggen buiten de statutaire bepalingen van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, specifiek voor het vrij niet-confessioneel hoger onderwijs.

Art. 5. Er wordt een paritaire commissie voor het vrij niet-confessioneel onderwijs voor sociale promotie ingesteld, hierna « paritaire commissie voor het onderwijs voor sociale promotie » genoemd.

De paritaire commissie voor het onderwijs voor sociale promotie heeft als opdracht :

- 1° te beraadslagen over de algemene werkvoorwaarden in het vrij niet-confessioneel onderwijs voor sociale promotie;
- 2° elk geschil te voorkomen of bij te leggen dat zou kunnen rijzen of gerezen is tussen de inrichtende machten en de personeelsleden van het vrij niet-confessioneel onderwijs voor sociale promotie;
- 3° aanvullende regels vast te leggen buiten de statutaire bepalingen van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, specifiek voor het vrij niet-confessioneel onderwijs voor sociale promotie.

Art. 6. Elke paritaire commissie omvat :

- 1° 6 leden en 6 plaatsvervangers die de inrichtende machten van het niet-confessioneel vrij onderwijs vertegenwoordigen;
- 2° 6 leden en 6 plaatsvervangers die de representatieve organisaties van personeelsleden van het niet-confessioneel onderwijs vertegenwoordigen, aangesloten bij een in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde vereniging;
- 3° een voorzitter en een ondervoorzitter;
- 4° een referendaris;
- 5° een secretaris en een adjunct-secretaris.

Art. 7. De leden worden benoemd voor vijf jaar. Hun mandaat neemt een einde :

- 1° in geval van ontslag;
- 2° wanneer de organisatie die de betrokkene voorgedragen heeft, om zijn vervanging verzoekt;
- 3° in geval van overlijden.

Elk lid dat niet langer van een paritaire commissie deel uitmaakt, wordt binnen de drie maanden vervangen. De vervanger voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

Art. 8. De voorzitter van een paritaire commissie geniet een forfaitaire vergoeding van 2 000 frank per vergadering die hij bijwoont, alsook de terugbetaling van zijn reiskosten, overeenstemmend met een vervoerbewijs per spoor in 1e klasse. De leden van een paritaire commissie genieten de terugbetaling van hun reiskosten, overeenstemmend met een vervoerbewijs per spoor in 1e klasse.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het decreet houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs in werking treedt.

Brussel, 18 februari 1993.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN